



MONTREUIL, le 17 juin 2025

## Difficultés sanitaires cet été : à l'hôpital on ferme, au ministère on communique

Le lundi 16 juin, le ministre de la Santé a convié les différents acteurs du système de santé pour « *anticiper les tensions de l'offre de soins pendant la période estivale* ». Cette réunion organisée cinq jours avant le début de l'été n'avait qu'un but informatif et fait certainement partie du plan de communication qui est au cœur de la stratégie du ministère de la Santé.

Oui des tensions sont à craindre, ou plutôt leurs amplifications, du fait du manque de personnel.

Les équipes sont sous dimensionnées et ne permettent pas le remplacement des congés et le nombre important de postes de médecins, d'infirmières et de plus en plus d'aides-soignants, restant vacants du fait des difficultés de recrutement, vont pousser de nombreux services à fermer des lits.

Certaines fermetures sont déjà programmées comme à Montfermeil où 97 lits sur 665 de fin juillet à début septembre, 150 lits et peut être plus sur 1200 au CH de plaisir dans le 78, au Chu Nantes comme en 2024 ce sont 250 lits MCO (médecine chirurgie obstétrique) principalement qui seront fermés sur juillet et août, une dizaine de lits de psychiatrie pour adolescents à Thuir, seul service de cette spécialité dans le département qui multiplie sa population par 4 l'été, 40 lits sur 600 au CH de Dinan, 10 lits d'unité gériatrie aigue dans le val de marne, 40 lits au mois d'août sur 120 à l'hôpital le parc Taverny dans le 95...

La liste est longue et se rallongera certainement au cours de l'été en fonction des difficultés. Les conséquences sont toujours les mêmes : allongement des délais de prise en charge, dégradation des conditions d'accueil et de travail, développement des procédures dégradées, réduction des séjours d'hospitalisation.

La seule parade aux fermetures de lits proposée par le ministère : le recours aux étudiants, aux retraités et aux heures supplémentaires. En fait, tout sauf l'embauche comme l'a rappelé la circulaire du 1<sup>er</sup> ministre au mois d'avril qui enjoint les hôpitaux à contenir « *sans attendre leur masse salariale* » et pose une décision de mises en réserve sur l'ONDAM de 1,1 milliard dès cette année.

Autres axes du ministère : éduquer la population aux bons réflexes pour éviter que les patients ne se rendent aux urgences.

En clair, rendre les usagers responsables de l'engorgement des urgences !

La CGT a fait état de ses inquiétudes pour la population et les professionnels et rappeler que la gestion de la pénurie ne permettait ni de maintenir le niveau de soin que la 6<sup>ème</sup> puissance du monde devrait accorder à sa population, ni de prendre en compte la santé des professionnels du soin comme il se doit. La CGT a dénoncé la circulaire qui impose des mesures d'économie drastiques aux hôpitaux et réclamé l'ouverture de négociations sur les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux besoins de la population, été comme hiver. Pour nous, il faut former, embaucher, revaloriser les salaires et interdire toute nouvelle fermeture de lits.